

Cet élu UDC a une idée pour laver «l'affront» de Zurich à la Romandie

Kari Källin / CH media

Fabien Feissli

A gauche: Res Schmid (UDC), directeur de l'éducation du canton de Nidwald, et la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider. Le débat lancé par Zurich sur l'apprentissage du français à l'école fait l'objet de vives discussions.

Image: Keystone, montage watson

Cet élu UDC a une idée pour laver «l'affront» de Zurich à la Romandie

Plusieurs cantons alémaniques veulent supprimer le français de l'école primaire. Révoltée, la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider menace de prendre des mesures pour l'imposer. Le directeur de l'instruction publique de Nidwald a une idée pour éviter le conflit.

En politique éducative, le canton de Zurich donne souvent le ton. L'une des réformes les plus marquantes de la Conférence des directeurs et directrices cantonaux de l'instruction publique (CDIP) remonte à 2004: la stratégie des langues, impulsée par le «turbo-réformateur» Ernst Buschor, décédé il y a deux ans. Elle prévoyait l'apprentissage de deux langues étrangères dès l'école primaire, selon la devise chère à son initiateur:

«Plus tôt, mieux c'est»

Mais, début septembre, le parlement zurichois a pris une décision en sens inverse: le français précoce disparaît du programme.

Une décision décriée en Romandie

D'autres cantons envisagent des mesures similaires. En Suisse romande, la décision a provoqué de vives réactions. Christophe Darbellay (Centre), président actuel de la CDIP et chef du Département de l'éducation du Valais, met en garde contre une «menace pour la cohésion nationale et l'unité de la Suisse».

Dans une interview à la Sonntagszeitung, Elisabeth Baume-Schneider a parlé d'un «affront». La conseillère fédérale socialiste, responsable de la politique linguistique au niveau national, a annoncé qu'elle porterait la question devant le Conseil fédéral encore ce mois-ci. Elle menace d'imposer par la voie fédérale le français à l'école primaire, si les cantons alémaniques persistent à le supprimer.

A chaque canton sa méthode

Les positions sont figées. Et la situation se complique, car, malgré les tentatives d'harmonisation, chaque canton fait à sa manière. A la frontière romande, on enseigne le français dès la 3^e année. Ailleurs, il n'arrive qu'en 5^e, souvent après l'anglais. De leur côté, tous les cantons romands imposent l'allemand dès la 3^e année.

Mais alors, comment trancher ce problème complexe sans que le Conseil fédéral s'immisce dans l'école obligatoire, domaine réservé aux cantons?

Une solution venue de Nidwald?

Res Schmid (UDC), directeur de l'instruction publique de Nidwald et doyen des ministres cantonaux de l'éducation, a formulé une proposition: imposer une deuxième langue nationale dès la 5^e année partout en Suisse, et repousser l'anglais au secondaire. Cette dernière a reçu l'aval du gouvernement nidwaldien et sera présentée à la CDIP.

Pour l'élu UDC, la stratégie linguistique de 2004 est un échec. Avec le slogan «Renforcer la cohésion, stopper l'érosion», il entend frapper un double coup. D'abord, consolider le plurilinguisme helvétique, auquel il accorde une importance politique et culturelle vitale. Ensuite, libérer des heures de cours au profit de la langue maternelle et des mathématiques.

Res Schmid, directeur de l'éducation du canton de Nidwald

Image: Keystone

Une proposition qui pourrait faire mouche

L'urgence est réelle: les études Pisa affichent une tendance à la baisse. Et sur le plan pédagogique, de nombreux chercheurs estiment que commencer à apprendre une langue plus tard n'est pas un handicap, les élèves rattrapant rapidement ceux qui ont débuté plus tôt.

Comment la conseillère fédérale accueille-t-elle l'idée? Son porte-parole, Christoph Lenz, indique qu'Elisabeth Baume-Schneider:

«Ne commente pas les propositions en discussion au sein de la CDIP»

Mais sa déclaration laisse transparaître une ouverture:

«Pour Elisabeth Baume-Schneider, il est essentiel que l'enseignement de la deuxième langue nationale continue de commencer au primaire.»

La CDIP tiendra son assemblée plénière fin octobre à Lucerne. Christophe Darbellay doute que la proposition de Res Schmid soit tranchée dès cette séance. Les cantons ont besoin de temps pour évaluer le système actuel et examiner d'autres modèles, rien ne garantit qu'on trouve mieux.

Le président de la CDIP, Christophe Darbellay, salue la démarche:

«Mon collègue Res Schmid avance un compromis pragmatique sur un sujet très sensible qui touche à la cohésion nationale. Il constitue une voie médiane entre le statu quo et l'abandon de la langue nationale à l'école primaire, une position défendue par plusieurs cantons alémaniques.»

Christophe Darbellay précise néanmoins que le Valais et les autres cantons romands préfèrent le modèle actuel et ajoute:

«L'anglais est un "must", mais il est omniprésent et les enfants l'apprennent facilement. Mon Canton, comme l'ensemble de la Suisse romande, souhaite en rester au modèle actuel. Nous commençons par la langue nationale, puis l'anglais déjà à l'école primaire.»

Christophe Darbellay, président de la CDIP.

Image: Keystone

Une dernière idée

Res Schmid quittera le gouvernement nidwaldien en juin prochain après quatre mandats. On ignore si la CDIP aura statué

d'ici là. Mais son objectif est clair: éviter qu'un ordre linguistique ne soit imposé depuis Berne.

Et il ajoute une autre idée: rendre obligatoire l'étude du français pour les futurs enseignants des Hautes écoles pédagogiques. Une enquête menée auprès de plusieurs établissements montre en effet que de moins en moins d'étudiants choisissent cette option, l'anglais ayant nettement plus la cote.

L'actu en Suisse c'est par ici

Le Jura s'inquiète des «premiers licenciements» à cause de Trump

L'affaire des 22 recrues tabassées remonte au Conseil fédéral de Sermîn Faki

Migros franchit un cap dans sa guerre contre Coop de Fred Valet

Des vaches romandes sont victimes de Trump de Stefan Bühler

Face au fiasco du F-35, cet expert a une solution «beaucoup moins chère»

Une «montagne de beurre» menace le marché laitier suisse de Stefan Bühler

Anne Hidalgo convoite un poste prestigieux en Suisse et ça agace de Antoine Menuisier

Un phénomène météo méconnu a frappé Lausanne ce mardi de Sven Papaux

[Montrer tous les articles](#)